

● (1740)

Ce ne sont là que quelques exemples du gaspillage, des extravagances et du favoritisme qu'il faudrait réduire. Le gouvernement pourrait ensuite agir par l'exemple; mais en ce moment il dément sa conduite quand il demande aux pensionnés de la retraite et aux ménages qui ont de jeunes enfants de faire les frais du programme d'austérité.

Du côté économique également, monsieur le Président, il y a diverses mesures à prendre, et sans délai. Le gouvernement a la manie d'intervenir massivement dans l'économie, pensant assurer son bien-être. J'estime quant à moi qu'il faudrait s'en remettre plus à l'économie de marché. Je pense que ce serait plus efficace, pour rétablir la confiance économique, que tout ce qui se fait depuis deux ans. La réalité veut, surtout dans nos pays nouvellement industrialisés, que nous fassions la place plus large aux forces du marché.

Deuxièmement, il faut manifester clairement aux Canadiens et aux étrangers que nous sommes pour la liberté des échanges, en abolissant les obstacles et les entraves aux investissements étrangers et nationaux. Il est indéniable que le pays a besoin de capitaux pour créer des emplois. Nous devrions être un refuge plutôt qu'un baignoire pour les investissements. Troisièmement, comme je le disais dans mon discours de l'autre jour sur le projet de loi fiscal, il faut simplifier notre régime fiscal si complexe, si coûteux et si antiproduit. Il est rétrograde. Je ne connais pas un seul Canadien qui estime que notre régime fiscal est efficace ou en pareil cas on devrait le modifier. Sinon tout le système pourrait s'effriter. Les règlements que nous amoncelons ne font que tourmenter les hommes d'affaires et les particuliers. Nous avons là une magnifique occasion d'élaguer à fond cette réglementation. Mais cela doit se faire bien sûr de concert avec les provinces. Nous avons les 66 et quelque recommandations de l'étude entreprise par le Conseil économique du Canada, dont 25 visent le secteur des transports, mais on n'a rien fait de vraiment concret dans ce domaine. Soyons lucides, monsieur le Président, et reconnaissons que l'idéal utopique qui porte à croire que l'on peut tout planifier et réglementer à la perfection n'est qu'un rêve. Attelons-nous à la tâche. Donnons libre cours à l'esprit d'initiative des Canadiens. C'est cet esprit, ce dynamisme, qui sera le moteur, monsieur le Président, de la croissance au Canada.

Quatrièmement, je suis persuadé que nous pouvons supprimer le double emploi et réduire les dépenses du gouvernement, mais là encore il nous faut la collaboration des provinces. L'ancien vérificateur général du Canada a déclaré que dans ce seul domaine on pourrait économiser environ 5 millions de dollars. D'après lui trois années y suffiraient, si les deux niveaux de gouvernement coopèrent. Pareille entreprise permettrait non seulement d'épargner de l'argent, mais aussi de nous éviter un tas de frustrations, tout en simplifiant le système.

Cinquièmement, au lieu de privilégier quelques rares à coups de subventions et octrois—mais je constate que le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Lumley) est ici. Ce ministre est très puissant au cabinet. Il peut décider à loisir quelle entreprise réussira, et quelle autre devra fermer, et cela dans la

Pouvoir d'emprunt

région de son choix. Il en a le pouvoir. J'espère qu'il saura s'en servir avec discrétion—nous devrions très certainement envisager des programmes qui encourageraient les entreprises à s'établir un peu partout dans le pays, récompenseraient leurs initiatives novatrices, et favoriseraient les techniques de pointe ainsi que les activités de recherche et de développement. Justement, la seule augmentation de 0.5 p. 100 de ces activités suffirait à créer 400,000 et quelque emplois, ce qui aurait des conséquences prodigieuses, par exemple, pour la province industrielle qu'est l'Ontario. Du point de vue des emplois, c'est le cœur industriel et manufacturier qui en souffre le plus. Il doit donc y avoir moyen de lui venir en aide par le biais de la fiscalité, de façon à créer des échappatoires fiscales, des mesures incitatives, comme le Régime de placement en actions ordinaires que nous avons nous-mêmes présenté et le Régime enregistré de placements-actions.

Sixièmement—et cela, je l'ai signalé à maintes reprises à la Chambre—nous n'avons pas su transformer l'avantage énergétique que nous avons chez nous en avantage économique. Le Programme énergétique national est un échec. Cela ne fait pas de doute. Nous en avons eu la preuve bien des fois. Nous devons accéder au plus tôt à l'autarcie énergétique, et nous savons tous que le problème n'est plus aussi urgent qu naguère. A ce propos, il faut venir en aide à notre secteur pétrochimique. Il y a des projets d'une valeur d'environ 6 milliards de dollars qui dorment dans l'Ouest du Canada. Dans l'Est du Canada, notre secteur pétrochimique est vraisemblablement à quelques semaines de la ruine. Cela tient au programme énergétique dont il faut s'occuper.

Septièmement, nous devons améliorer nos relations syndicales-patronales et je le répète, synchroniser nos compétences et les coordonner en vue de mieux satisfaire les offres d'emplois.

Huitièmement, il faut supprimer les obstacles qui découragent l'esprit d'entreprise des Canadiens. Il faut encourager l'initiative individuelle. Il faut favoriser la propriété individuelle. Nous devons offrir des stimulants à la construction. Il faut redonner aux bénéficiaires leur rôle d'appât. Il faut revitaliser le secteur productif, favoriser la croissance et le développement en tirant profit de nos avantages naturels.

Enfin, monsieur le Président, il faudrait réaffirmer à nouveau notre engagement à l'égard d'une union économique et politique. Le programme énergétique national et le débat constitutionnel ont été l'occasion d'une profonde division entre nos concitoyens. Il faut pourtant faire en sorte que les gouvernements unissent leurs efforts au lieu de se déchirer entre eux et de s'attaquer à l'entreprise privée. C'est une question de bon sens. Il faut créer un climat favorable à la collaboration au lieu de frustrer les citoyens et de les dresser les uns contre les autres. Monsieur le Président, notre pays a un énorme potentiel. De nouveau nous pouvons être une nation fière et enthousiaste. Mais il faut orienter les forces créatrices et innovatrices des Canadiens. J'estime que la meilleure façon de bâtir notre pays et de lui donner sa personnalité propre, c'est d'assurer la liberté des individus, de leur permettre de grandir et de créer un climat où le gouvernement est au service du peuple plutôt que le peuple au service du gouvernement.